

Thème	<b>Consultation publique de la CRE relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs</b>
Date	05/09/2013
Correspondants	Sandra Mendes

**Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

NON.

Le mécanisme proposé va à l'encontre de toute logique de marché et surtout de concept même de zone d'équilibrage.

Cette option introduirait une déstabilisation des équilibres du marché qui résultent de bilans physiques.

GRTgaz devrait jouer un rôle d'expéditeur sur son propre réseau. L'option semble par ailleurs supposer que la capacité Nord-Sud n'est pas optimisée de manière optimale par les expéditeurs. Il semblerait au contraire plus rationnel de maximiser l'accès à la capacité Nord-Sud à tous les expéditeurs qui optimisent naturellement le flux physique en fonction des niveaux de prix entre Nord et Sud. Il ne semble pas a priori évident que cette option soit favorable à un meilleur couplage des PEG Nord et Sud, au contraire. Ainsi, cette option ferait certes disparaître la problématique du spread Nord-Sud pour les gazo-intensifs mais la renforcerait certainement pour tous les autres.

Le choix de cette option préempterait par ailleurs l'orientation de fusion des places de marché Nord et Sud et remettrait en cause les nombreuses orientations déjà actées.

Alpiq SA  
Bahnhofquai 12  
CH-4601 Olten  
T +41 62 286 71 11  
F +41 62 286 73 73  
info.olten@alpiq.com  
www.alpiq.ch

En outre, les difficultés de mise en œuvre sont nombreuses et ont bien été soulignées par la CRE : impossibilité d'intégrer les sites raccordés aux réseaux de distribution, complexité d'intégrer les sites de la zone TIGF. Ces restrictions posent a priori la question de la compatibilité de cette option avec la loi et le cadre européen (non discrimination dans l'accès des tiers au réseau) et surtout de la gestion du calendrier de définition des sites gazo-intensifs car elle sous-entend un fort biais dans le processus où les critères d'éligibilité au statut de gazo-intensifs seraient finalement déterminés pour convenir à la solution technique retenue. Nous y reviendrons.

**Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?**

Dans le cas où une telle option devait être retenue, il conviendrait de s'assurer qu'elle dégrade le moins possible l'offre de capacité à la liaison offerte à l'ensemble des acteurs du marché. Alpiq note favorablement la préoccupation légitime de la CRE à ce sujet.

**Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

NON.

L'option 2 semble réservée aux sites gazo-intensifs *"disposant d'un contrat d'acheminement"*. La justification de cette restriction n'est ni claire, ni triviale, de nombreux sites ne disposant généralement pas directement d'un contrat d'acheminement, en particulier ceux situés sur les réseaux de distribution.

Il est toutefois nécessaire d'accorder à cette option le fait qu'elle est moins complexe et moins perturbatrice pour le marché que l'option 1 et qu'elle serait à privilégier si l'une des deux options devait impérativement prévaloir.

**Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?**

Dans le cas où une telle option devait être retenue, il conviendrait de s'assurer qu'elle dégrade le moins possible l'offre de capacité à la liaison offerte à l'ensemble des acteurs du marché. Alpiq note favorablement la préoccupation légitime de la CRE à ce sujet.

**Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?**

Alpiq s'étonne du calendrier de mise en œuvre du statut gazo-intensif. En effet, l'éligibilité à ce statut doit être définie par arrêté. Mais en aucun cas, les solutions ouvertes aux gazo-intensifs ne doivent conditionner les critères du statut et ne doivent donc préempter le choix du ministre. L'exercice de consultation ici proposé semble supposer que l'éligibilité au statut de gazo-intensif est déjà définie et surtout que l'unique solution proposée aux sites éligibles soit un accès privilégié (d'une manière ou d'une autre) à la capacité Nord-Sud : cette approche semble d'emblée très restrictive alors même que les nouvelles dispositions sont délibérément larges en prévoyant que les consommateurs gazo-intensifs *"peuvent bénéficier, pour certains de leurs sites, de conditions particulières d'approvisionnement et d'accès aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel"*.

En particulier, les centrales à cycles combinés gaz devraient être légitimement éligibles au statut de gazo-intensifs au regard des critères légaux prévu à l'article 43 de la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable. Cette éligibilité requiert notamment que le critère

légal n°3 (« La structure de la consommation de gaz naturel des sites bénéficiaires et son impact sur les infrastructures gazières ») ne soit pas uniquement calé sur le profil de consommation (visant les consommateurs industriels totalement plats) mais inclue également le critère de réservation de capacité journalière de livraison pour des capacités supérieures à 10 GWh/j (voire 15 GWh/j).

L'arrêté, en établissant ces seuils, laisserait à la CRE le soin de déterminer quelle(s) solution(s) technique(s) est (sont) la (les) plus adaptée(s) en fonction du seuil choisi, dans la limite des contraintes techniques, économiques et juridiques. Cette adaptation des solutions en fonction du monde de consommation n'est pas nouvelle pour la CRE puisqu'elle l'utilise notamment dans le cadre de l'affectation des coûts de la flexibilité infra-journalière pour laquelle elle prend en compte une affectation fine des coûts entre les différentes catégories d'utilisateurs des réseaux de transport (cf. ATRT 5).

Il pourrait notamment être imaginé, pour les sites réservant une capacité journalière de livraison supérieure à 10 GWh/j, une extension de l'éligibilité à l'offre d'interruptibilité à préavis court selon des modalités moins restrictives que celles du tarif en vigueur : en particulier, les sites concernés devraient pouvoir bénéficier de cette option tarifaire chaque année à leur choix et quelle que soit leur position géographique sur le réseau. Il convient de noter d'une part que cette option donne des possibilités opérationnelles significatives au GRT en cas de conditions extrêmes. D'autre part, d'un strict point de vue de la gestion des revenus du GRT, une souscription de capacité dans des conditions favorisées est toujours préférable à une absence de souscription si le site est contraint de cesser ses activités opérationnelles compte tenu d'un contexte économique très adverse. Ce constat s'impose aujourd'hui pour les centrales à cycle combiné gaz déjà en opération qui ne bénéficient pas de l'offre interruptible à préavis court et pour lesquelles les investissements de transport et de raccordement ont été réalisés par GRTgaz.